LES ECHOS DE L'OCADES

Mars 2017

Trimestriel d'informations de l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité

Le Cardinal Philippe Ouédraogo et l'Evêque de Trèves, Stephan Ackermann (Allemagne) accompagnés d'une délégation de l'ONG Catholique Misereor étaient chez le Mogho Naaba.....P 8-9

Sommaire :

⇒ **Cartographie des structures de prise en charge de la malnutrition : Un atelier pour restituer l'étude avec les acteurs d'Eglise.....P 2**

⇒ **Projet AMO SEPA.....P 3-4**

⇒ **Projet Maladies Infectieuses (MI).....P 10**

⇒ **Les techniciens du réseau s'outillent en technique de création et d'exploitation d'unités économiques rentables.....P 10**

⇒ **Bonne gouvernance : Des citoyens se mobilisent pour plus de démocratie et de citoyenneté .....P 11**

FOCUS

Cartographie des structures de prise en charge de la malnutrition : un atelier pour restituer l'étude avec les acteurs d'Eglise

La prise en charge de la malnutrition dans les Centres de Récupération et d'Education Nutritionnelle (CREN) a fait l'objet d'une étude nationale par la Direction de la Nutrition (DN) du Burkina Faso en partenariat avec l'UNICEF. Présenter le rapport de l'étude et susciter des échanges pour une opérationnalisation des recommandations, c'est ce qui a justifié la tenue de cet atelier d'information au profit des acteurs de la prise en charge de la malnutrition au sein des CREN confessionnels au Burkina. Il s'est agi de cerner les enjeux liés à la normalisation des CREN et à leur accompagnement pour une intégration effective dans le système de prise en charge national.

Une soixantaine de responsables de CREN, de chargés de suivi de projet nutrition et de représentants de l'OCADES ont pris part à l'atelier du 17 février au Centre DHI. Les travaux de l'atelier se sont déroulés en plénière à travers des présentations suivies d'échanges et de discussions.

Dr Dahani Marie Michelle et Seydou Kaboré de la DN étaient les facilitateurs. Trois présentations étaient au menu à savoir :

- Présentation des normes de la prise en charge ;
- Présentation des résultats de la cartographie ;
- Présentation de l'organisation de la prise en charge de la malnutrition au Burkina Faso.

Les points forts qui ressortent de l'étude sont principalement les infrastructures, les équipements et les intrants. Néanmoins des problèmes de rupture en F75 ont été constatés lors du passage de l'équipe dans les CREN confessionnels. Plusieurs recommandations sur l'approvisionnement en médicaments, le personnel intervenant, la gestion des intrants ont été formulées à l'endroit de l'OCADES Caritas Burkina.

La malnutrition, une préoccupation majeure !

La malnutrition fait partie des priorités de l'OCADES Caritas Burkina. L'objectif spécifique 3 de l'axe stratégique 2 de son Plan Stratégique 2012-2016 le stipule clairement. En effet, cet objectif vise à « Améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des ménages ». De plus, grâce au partenariat avec l'UNICEF, l'OCADES Caritas Burkina a mis en œuvre de 2009 à 2014, trois (03) projets de lutte contre la malnutrition. Une cinquantaine de Centres de Récupération et d'Education Nutritionnelle (CREN) privés confessionnels ont été mobilisées pour la mise en œuvre desdits projets. **L'exécution du projet nutrition 2012-2014 a permis d'atteindre des résultats très satisfaisants : 21 052 enfants malnutris ont été pris en charge dans les CREN, 189 284 femmes ont participé à des séances de causeries éducatives et 500 mères d'enfants malnutris sévères ont bénéficié de financement pour la réalisation d'Activités Génératrices de Revenus (AGR).**

Béatrice Kaboré

Projet AMO SEPA

De l'eau potable, des latrines et un cadre de vie sain pour les populations

De 2016 à 2018, en partenariat avec Secours Catholique Caritas France, l'OCADES Caritas Burkina conduit le *« Projet d'appui à la maitrise d'ouvrages des services d'eau potable et d'assainissement (AMO SEPA) ».* Grâce à la réalisation/réhabilitation de forages, la construction de latrines, l'éducation environnementale, il permettra aux populations de bénéficier d'un meilleur accès à l'eau potable, de préserver leur santé et de vivre dans un environnement sain.

Du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2014, l'OCADES Caritas Burkina a conduit le projet hydraulique dénommé : *« Projet d'Approvisionnement en Eau Potable, d'Assainissement et de Promotion de l'Education l'Environnementale dans huit (08) communes rurales du Burkina Faso »,* en abrégé AEPA/PE. Les 8 communes rurales couvertes sont réparties entre les 4 diocèses de Kaya, Koupéla, Manga et Ouagadougou.

Grâce au partenariat avec Secours Catholique/ Caritas France, l'OCADES Caritas Burkina a bénéficié d'une première phase de prolongation de six (06) mois allant du 1er janvier au 30 juin 2015 à travers le projet N° PI 15 0124 puis d'une seconde phase allant du 1er juillet 2015 au 31 décembre 2015 sous le N° PI140272. Il s'agissait à travers cette phase transitoire, de consolider les acquis du projet dans les villages bénéficiaires et auprès des acteurs locaux tels que les maires, les points focaux et les artisans réparateurs. A l'issue de ces phases transitoires, un nouveau projet (PI150 191) dénommé *« Projet d'appui à la maitrise d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement (AMO SEPA) »* a été financé pour couvrir la période de janvier 2016 à mars 2018.

Ce projet d'hydraulique, d'assainissement et de protection de l'environnement, vise le renforcement des capacités de 10 communes à assurer la maitrise d'ouvrage communale des services d'eau et d'assainissement. Ces communes sont situées dans les régions du Centre, du Centre Sud, du Centre Est et du Centre Nord ; respectivement dans les diocèses de Ouagadougou, de Manga, de Tenkodogo, de Koupéla et de Kaya.

Objectifs et résultats attendus

L'objectif global du projet AMO SEPA est de : *« contribuer au renforcement de la maitrise d'ouvrage des communes et à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées par un meilleur accès à l'Eau potable et à l'Assainissement»*. De façon spécifique, il s'agira d'améliorer durablement le service d'accès à l'eau potable dans 10 communes des régions sus cités, de réduire le taux de défécation à l'air libre tout en améliorant le taux d'accès à l'assainissement dans la zone d'intervention du projet, d'améliorer enfin le couvert végétal autour des points d'eau et autour des concessions des membres des associations des usagers de l'eau.

La mise en œuvre du projet devrait permettre d'atteindre les résultats suivants :

- Amélioration du taux d'accès à l'eau potable de 24.000 personnes dans les 10 communes du projet,
- Renforcement de la gouvernance locale des services de l'eau dans les 10 communes,
- Amélioration du taux d'accès à l'assainissement pour 10.000 personnes dans les 25 villages de concentration des activités,
- Amélioration des connaissances et des pratiques d'hygiène et d'assainissement pour 39.600 personnes,
- Renforcement du couvert végétal autour des 132 points d'eau et des concessions environnants,
- Promotion de l'éducation environnementale dans les villages bénéficiaires de nouveaux points d'eau et de réhabilitation.

Le projet AMO/SEPA est financé par de nombreux bailleurs tels que Secours Catholique Caritas France; l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse; le Conseil Régional d'Occitanie; le Conseil départemental de l'Hérault et plusieurs Syndicats des eaux de la région Occitanie.

Flavien Bationo

Une réponse à de cruciaux problèmes!

Le projet AMO/SEPA est une contribution manifeste au bien-être des populations. Aujourd'hui, un peu partout au Burkina Faso, les populations continuent à parcourir de grandes distances pour s'approvisionner en eau. De nombreuses maladies comme le paludisme ou la diarrhée sont liées au manque d'eau potable et d'hygiène.

En matière d'assainissement du cadre de vie, le niveau reste faible car de nombreux ménages ne disposent ni de latrines, ni de poubelles pour les ordures ménagères ni d'enclos pour les animaux.

En se focalisant sur la construction d'ouvrages hydrauliques et d'assainissement de même que l'éducation environnementale, le projet permettra de relever plusieurs défis dont :

- La réduction des maladies liées à l'eau non potable et au manque d'hygiène,
- La réduction de la durée de la corvée d'eau et des distances parcourues,
- L'amélioration des connaissances des ménages sur les modes de contraction et de prévention des maladies d'origine hydrique,
- La sensibilisation sur l'importance du couvert végétal autour des concessions et l'amélioration du niveau des connaissances des populations sur les mesures de protection de l'environnement.

Dans les communes d'intervention, autorités comme population apprécient les réalisations du projet AMO/SEPA.

Flavien Bationo

Des résultats significatifs en quelques mois d'exécution

Des réalisations physiques sont déjà à mettre à l'actif du projet d'appui à la maitrise d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement (AMO/SEPA) à travers les activités mises en œuvre dans les 10 communes de la zone d'intervention du projet. L'état de réalisation physique se présente ainsi au premier semestre 2016:

Résultat1 de l'objectif stratégique (OS 1) : 24 000 personnes ont accès à l'eau potable

- Construction de 04 nouveaux forages,
- Réhabilitation de 11 forages,
- Organisation de 89 sessions d'appui aux communes.

Résultat 2 de l'OS 1 : La gouvernance locale des services de l'eau est renforcée

- Réalisation de 10 études de référence,
- Organisation de 10 ateliers de présentation du projet aux autorités communales,
- Organisation de 03 ateliers sur la réforme de l'eau.

Résultat 1 de l'OS 2 : 10 000 personnes ont accès à l'assainissement

- Formation de 10 maçons villageois,
- Réalisation de 15 latrines.

Ces différentes réalisations qui se poursuivront durant le projet (2016-2018) permettront d'améliorer substantiellement les conditions de vie des populations.

Flavien Bationo

PROJET MI

Un bilan à mi-parcours satisfaisant

Du 26 au 27 janvier 2017, les différents comités de pilotage du projet Maladies Infectieuses (MI) se sont réunis au Centre DHI, à Ouagadougou afin d'évaluer la mise en œuvre du projet et proposer des actions pour consolider les acquis.

La rencontre nationale des comités de pilotage diocésains a eu lieu du 26 au 27 janvier 2017 à Ouagadougou, au Centre DHI. Elle a regroupé les Comités de Pilotage (COPIL) diocésains et le COPIL national. Elle s'est donné pour objectif principal de faire le bilan de la mise en œuvre du projet. En termes d'objectifs spécifiques, la rencontre a permis de :

- Effectuer un bilan exhaustif faisant ressortir les acquis et les insuffisances des volets techniques et financiers de la mise en œuvre du projet ;
- Analyser la performance des différents intervenants à travers le niveau d'atteinte des indicateurs et la qualité des données ;
- Exposer et discuter des difficultés rencontrées au cours des deux années passées;
- Formuler des recommandations pour une mise en œuvre efficiente et une consolidation des acquis.

La rencontre était animée par le Coordonnateur du Projet MI, Dr Pierre KABORE, et a connu la participation du Secrétaire Général Adjoint (SGA), Simon GNIMINOU, du Responsable de Suivi Evaluation du projet, Gaétan ROAMBA et du Chef de Département Solidarité Humaine (DSH), Rita ZOUNGRANA, de l'OCADES Caritas Burkina. D'entrée de jeu, le SGA a souhaité la bienvenue à l'ensemble des représentants des Secrétariats Exécutifs Diocésains (SED) qui se sont mobilisés pour prendre part à cette rencontre. Il a aussi traduit ses sentiments de reconnaissance à l'ensemble des acteurs engagés dans la mise en œuvre du projet MI. Les travaux de la rencontre se sont déroulés à travers des exposés, suivis de séances de questions-réponses et de travaux de groupe.

En ce qui concerne le bilan programmatique des activités, c'est le Dr Pierre KABORE qui a présenté l'état de réalisation des activités prévues et les résultats atteints. L'on retient que 23 structures sanitaires et 70 écoles ont bénéficié d'infrastructures et d'équipements nécessaires pour prévenir et lutter efficacement contre les maladies infectieuses. Le bilan à mi-parcours présente des résultats très satisfaisants aussi bien sur le plan technique que financier.

En effet, les centres de santé ont été équipés en kits de fabrication d'eau de javel, kits de fabrication de savon liquide, de matériels de traitements des déchets biomédicaux; les capacités de 43 responsables sanitaires ont été renforcées sur le thème de la bonne gouvernance; 43 agents de santé sont capables de fabriquer de l'eau de javel et 23 structures sanitaires ont reçu des dotations en kits d'urgence, etc. En outre, ils ont bénéficié de forages, de château d'eau et de latrines. Au niveau scolaire, 62 enseignants et 141 mères éducatrices ont été sensibilisées et formés sur les maladies infectieuses; plus de 3000 élèves ont bénéficié de séances de sensibilisation sur les maladies infectieuses liées à l'insalubrité; 14 théâtres participatifs ont été représentés, etc.

A travers les travaux de groupe, les participants ont identifié les différents aspects à améliorer et ont proposé des actions prioritaires sur lesquelles l'ensemble des acteurs vont travailler jusqu'à la fin du projet. Ils ont recommandé entre autre d'améliorer la communication avec l'ensemble des acteurs du projet; de recenser les besoins réels des écoles en ce qui concerne les primes d'encouragement; de faire bénéficier le projet à d'autres structures confessionnelles et publiques; d'inviter les enseignants et les agents de santé bénéficiaires à partager leurs expériences avec les autres.

Le projet intitulé « Contribution au renforcement des capacités des structures sanitaires et scolaires dans la lutte contre les maladies infectieuses au Burkina Faso » couramment appelé projet Maladies Infectieuses (MI) a démarré en janvier 2015 et prends fin le 30 Juin 2017. Le projet est cofinancé par Misereor et Kinder Mission. Son budget global s'élève à environ un (01) milliard de francs CFA.

Béatrice Kaboré

PROJET MI

Gestion des déchets biomédicaux: les capacités de 46 agents de santé renforcées

L'OCADES Caritas Burkina a organisé du 23 au 24 janvier 2017, au Centre DHI, une session de formation de 46 agents de santé sur l'hygiène hospitalière et l'entretien d'un incinérateur. Cette formation est l'une des activités du projet de lutte contre les Maladies Infectieuses (MI) dont le but est de contribuer au renforcement des capacités des structures sanitaires et scolaires dans la lutte contre les maladies infectieuses.

Les déchets biomédicaux (DBM)* sont sources de contamination et de propagation de maladies contagieuses par conséquent ils sont autant dangereux pour les agents de santé que pour les populations. Malheureusement au Burkina Faso ces déchets biomédicaux ne sont pas toujours bien traités en dépit de la loi en vigueur. Au regard de cette situation, l'OCADES Caritas Burkina a jugé opportun de renforcer les compétences des agents de santé dans ce domaine. L'objectif recherché, à travers cette formation, est de permettre aux agents de santé de contribuer à la réduction du risque d'Accident d'Exposition aux Liquides Biomédicaux (AELB) à travers une meilleure gestion des déchets dans les formations sanitaires.

La formation a été assurée par Dr Seidou ZIDA, médecin interniste au CMA de Pissy et Serge Dondassé, constructeur d'incinérateurs homologués par le ministère de la santé. Plusieurs modules ont été développés dont la production, le tri des déchets, la prévention du risque, la conduite à tenir en cas d'accident d'exposition, l'entretien et l'utilisation d'un incinérateur. Quarante-six (46) agents de santé ont pris part à cette importante formation. Elle était à la fois théorique et pratique. Les participants se sont déplacés au Centre d'Accueil Notre Dame de Fatima (CANDAF), l'une des structures bénéficiaires du projet MI, pour visiter son incinérateur et partager son expérience dans la gestion des DBM.

Eviter de périr en sauvant des vies !

Au regard de l'importance du thème développé, le Dr Zida a invité les participants à s'approprier les différents modules et à faire preuve de professionnalisme : *« L'agent de santé doit prendre toutes les précautions dès la production du déchet en le mettant dans la bonne poubelle et en se protégeant». Tout agent incinérateur doit utiliser des gants en cuir, porter des chaussures de sécurité (bottes), des lunettes (en plastique) et un cache-nez pour se protéger avant d'entamer l'opération de tri qui précède l'incinération,* a recommandé Serge Dondassé.

Dr Zida a salué l'initiative de l'OCADES et l'encourage à organiser d'autres sessions de formation au profit d'autres structures sanitaires. De son point de vue, les soins et la production de déchets sont les deux facettes d'une même médaille car on ne peut soigner sans produire des déchets. Il a invité les responsables de structure à prendre à cœur la gestion des déchets biomédicaux et à utiliser les incinérateurs mis à leur disposition : *« Dans presque toutes les structures sanitaires du pays, les défaillances notées dans la gestion des déchets biomédicaux posent des préjudices notoires à la santé et à l'environnement ».* Il renchérit qu'il est paradoxal que les formations sanitaires, espoir des malades, conçues et organisées pour soigner et guérir, ne soient pas au-dessus de tout soupçon de risque d'infection lié aux déchets dangereux pour l'homme et son environnement.

Une formation de qualité

A la fin de la session, les apprenants disent avoir une bonne connaissance sur les infections associées, la prévention des accidents d'exposition au sang, les tâches et responsabilité de l'opérateur d'incinération ainsi que les moyens d'entretien d'un incinérateur. Pour la Sœur clémentine Médah, fille du cœur de Marie et infirmière diplômé d'Etat au Centre médico-social de Farakan (Bobo), cette formation est très utile *« Elle m'a permis d'apprendre davantage sur l'utilisation d'un incinérateur et la gestion des déchets. Nous avons partagés des expériences entre nous, formations sanitaires religieuses. Nous souhaitons qu'il y ait d'autres formations du genre pour le bien-être des populations ».* Cette formation vient à point nommé pour le Père Marius Sounsaogo, religieux camilien et infirmier d'Etat au CMA de Nanoro *« J'ai appris beaucoup de choses et mes connaissances vont apporter un changement considérable dans la gestion des déchets au niveau de notre structure sanitaire. Avec cette formation nous percevons très bien la nécessité et l'intérêt d'une bonne organisation de la collecte, séparation et destruction des déchets. Nous souhaitons relever le défi de l'hygiène dans ce domaine à présent ».* C'est sur ces sentiments de satisfecit général que les participants ont regagné leur structures sanitaires respectives pour mettre en application leurs nouvelles connaissances.

Le DECRET N°2008-009/PRES/PM/MS/MECV du 10 janvier 2008 portant organisation de la gestion des déchets biomédicaux et assimilés définit le déchet biomédical comme tout déchet solide ou liquide provenant de produits de diagnostic, de suivi et de traitement préventif et curatif ou de recherche en matière de médecine humaine et vétérinaire.

Béatrice Kaboré

Projet MI: Remise de matériels médico-techniques

L'OCADES Caritas Burkina dans le cadre de son projet de lutte contre les Maladies Infectieuses (MI), a fait des dotations en matériels médicaux techniques, aux 23 structures sanitaires bénéficiaires dudit projet, pour la prise en charge des maladies infectieuses.

La sœur Denise ATAPANE du Centre Médical Béthanie a reçu son lot d'équipement des mains de Marlies REULECK de MISEREOR le jeudi 23 février 2017 au Secrétariat Général de l'OCADES. C'était en présence du Dr Pierre KABORE, Médecin interniste au CHUYO et coordonnateur du projet MI et de Gaétan ROUAMBA, Chargé de suivi-évaluation du projet MI.

Chaque structure, en fonction des besoins exprimés, a reçu entre autre des Stéthoscopes, des Tensiomètres, des Blouses, des Boîtes d'accouchement, des Otoscopes, des Poubelles à pédale, des Tables gynécologiques, des Tables de consultation, des Tables de réanimation du nouveau né, des tabliers, des toises bébé, etc.

Le projet MI est basé à Ouagadougou et intervient dans les 15 diocèses du Burkina au profit de 23 structures sanitaires catholiques et 70 structures scolaires.

Béatrice Kaboré

PARTENARIAT NORD-SUD: L'ONG Misereor de l'Allemagne en visite au Burkina

L'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité, OCADES Caritas Burkina, a tenu une rencontre, le 8 février 2017 au sein du centre de Développement Humain Intégral (DHI) de Ouagadougou. Cette rencontre s'inscrit sans le cadre des préparatifs de la traditionnelle campagne de carême qu'effectue l'ONG catholique allemande Misereor chaque année avec un pays partenaire de son choix dans le but de se faire connaître par l'opinion publique allemande pendant ladite campagne.

Faire la présentation des membres de la délégation Misereor venue de l'Allemagne, connaître les membres des structures partenaires que l'ONG accompagne, notamment l'association Diobass et la plate-forme d'Action à la Sécurité des Ménages Pastoraux (PASMEP), s'enquérir des actions menées, des réalisations que ces structures partenaires ont faites, tels ont été, entre autres, les objectifs de cette rencontre organisée par l'OCADES Caritas Burkina, le 8 février au sein du Centre DHI de Ouagadougou. Cette rencontre fait partie du programme de visite de la délégation de Misereor au Burkina en prélude à la campagne de carême 2017 dont le lancement aura lieu le 5 mars 2017, dans le diocèse de Trèves en Allemagne sous le thème *« Le monde est plein de bonnes idées, laisse les pousser »*.

Le porte-parole de la délégation composée de 17 personnes de l'ONG allemande a souligné que cette année, le Burkina sera au cœur de toutes les activités qu'elle mènera dans le cadre de ladite campagne. Selon le chargé de mission Afrique de l'Ouest de Misereor, Raoul Bagopha, la campagne de carême est l'occasion pour sa structure de sensibiliser l'opinion publique allemande sur les réalités du pays choisi, afin de lui permettre d'apprécier les efforts de ce dernier et de voir dans quelle mesure apporter une contribution pour résoudre ses problèmes de développement. *« Cette œuvre met en relief deux principaux axes, à savoir la générosité et l'humilité »*, a-t-il déclaré.

«Cette œuvre met en relief deux principaux axes, à savoir la générosité et l'humilité ».

Le chargé de mission a aussi confié que l'ONG travaille avec ses partenaires burkinabè depuis les années 60. Le secrétaire exécutif de Diobass Burkina, Djibrilou Koura, a, pour sa part, affirmé que son organisation s'est donnée pour mission d'accompagner et de renforcer la recherche paysanne en utilisant les savoir-faire locaux, les connaissances, les savoirs endogènes pour venir à bout des préoccupations et des problématiques de développement que rencontrent les populations rurales. Il a soutenu en plus qu'avec Misereor, Diobass Burkina arrive à mobiliser des ressources pour le développement du Burkina

FOCUS

Faso. C'est pourquoi, il a jugé cet appui financier important dans la mesure où il leur permet d'accompagner leurs groupes de recherches afin qu'ils puissent mettre au point les innovations paysannes *« qui sont des solutions endogènes pouvant répondre à nos besoins de développement.»,* a-t-il déclaré. Car poursuit-il *« si nous nous développons chez nous, je crois qu'il y aura moins de migration. Puisqu'on est toujours mieux chez soi ».*

Le président du conseil d'administration de PASMEP, le Père missionnaire Maurice Oudet, dont la structure vient en aide aux éleveurs, notamment les ménages pastoraux, a souhaité que la délégation allemande puisse bien comprendre les populations burkinabè et essayer de les accompagner afin qu'elles puissent réaliser leurs rêves.

Il est à noter que l'ONG catholique allemande Misereor intervient sur trois axes majeurs, à savoir l'agriculture, l'élevage et l'eau et la promotion de la jeunesse pour son épanouissement. Elle prend également des mesures pour renforcer le vivre-ensemble dans un monde de paix et sans violence.

Florence Diarra, Le Pays

FOCUS

Les techniciens du réseau s'outillent en technique de création et d'exploitation d'unités économiques rentables

Au Burkina Faso, l'entrepreneuriat constitue un moteur de la croissance économique et de la création d'emplois. Les obstacles auxquels les entrepreneurs sont confrontés dans leur élan sont de plusieurs ordres. Les jeunes et les femmes en particulier souffrent d'un manque de formation, d'expériences et d'appui conseil pour accroître la productivité et la rentabilité de leur unité économique et résoudre les problèmes qu'ils rencontrent.

C'est ce qui justifie la tenue de cette session du 1 au 3 mars 2017 au Centre DHI, à Ouagadougou. Ils sont trente chargés de projets, chargés de programmes femmes et jeunesse et chargés de projets en Réhabilitation à Base Communautaire (RBC) à bénéficier de ce renforcement de capacité en exploitation d'unités économiques rentables.

L'objectif de cette formation est d'améliorer les connaissances et savoir-faire des cadres de l'OCADES Caritas Burkina à l'accompagnement des femmes et des jeunes dans la création et la gestion des unités économiques et des initiatives génératrices de revenus. Les deux formateurs ont joint la théorie à la pratique pour assurer un transfert optimal des compétences.

Au terme de ces trois jours, les participants ont une meilleure connaissance des différentes étapes de création d'une unité économique rentable ; maîtrisent les techniques et facteurs de conduites d'une unité performante ; connaissent l'environnement économique et le cadre réglementaire favorables à l'entreprenariat, etc. Enfin, chaque diocèse a élaboré une feuille de route qu'il mettra en œuvre sur le terrain.

Béatrice Kaboré

Bonne gouvernance : Des citoyens se mobilisent pour plus de démocratie et de citoyenneté

L'OCADES Caritas Burkina a organisé du 21 au 22 février et du 29 au 31 mars 2017 à Ouagadougou deux sessions de formation des décideurs et techniciens du réseau sur la démocratie, la gouvernance locale, la mobilisation citoyenne et la gestion des collectivités territoriales au Burkina Faso.

Le citoyen occupe de plus en plus une place importante dans le processus de construction de la démocratie et l'implémentation de la décentralisation au Burkina Faso. La participation citoyenne à la gestion de la chose publique est assurée par les organes élus dans les collectivités locales et les organes consultatifs institués dans les circonscriptions administratives. Malgré ces avancées, des défis tels que la bonne gouvernance, l'approfondissement de la démocratie se présentent à notre pays.

Face à tant de défis, l'OCADES Caritas Burkina a élaboré un plan d'action triennal 2016-2018, qui découle de son plan stratégique, avec pour but de contribuer au développement humain intégral des populations par la gouvernance locale participative, la mise en route de stratégies performantes de responsabilisation des populations et l'exercice des droits et devoirs citoyens.

Les sessions de formation organisées au profit des décideurs et techniciens de l'organisation au mois de février et mars 2017 découlent de ce plan triennal. L'objectif poursuivi est d'améliorer les connaissances et savoir-faire des responsables des organes associatifs de l'OCADES en matière de gouvernance locale, de responsabilisation des populations et de contrôle citoyen. Une trentaine de participants composés de membres du comité exécutif, du conseil de gestion diocésain; des Secrétaires Exécutifs Diocésains ; des chefs de département et chargés de projets et programme du réseau étaient présents à ces sessions. Divers thèmes ont été développés à l'occasion de ces formations, entre autres : la décentralisation, la gouvernance locale et le développement local, les nouveaux fondements de la décentralisation et de la gouvernance locale, les enjeux et défis des nouveaux référentiels, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales, le rôle des acteurs de la décentralisation, le financement de la décentralisation, etc.

Séré Kalifara, conseiller technique au Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure (MATDSI) était le facilitateur de ces sessions. Le formateur est passé par des présentations et des exercices pratiques pour mieux traiter les concepts-clés, identifier les défis et proposer des bonnes pratiques aux participants. A l'issue de chaque session, une feuille de route a été élaborée afin de réinvestir la formation dans les diocèses.

A la fin des sessions, les participants ont exprimé leur sentiment de satisfaction. Ils sont tous unanimes sur l'importance et l'utilité de la formation. Cette formation va les aider à être plus efficace sur le terrain dans leur mission de pastorale sociale, foi de l'Abbé Zéphirin Bagnawa, SED de Koudougou. L'Abbé Landry Yadgo, SED de Fada tout en remerciant le facilitateur pour ce transfert de compétences a confessé que la formation lui a permis de prendre conscience de l'importance du rôle que l'OCADES doit jouer dans ses zones d'intervention pour orienter les prises de décisions à la base. Pour conclure, c'est au tour du formateur de remercier et féliciter l'OCADES pour cette initiative qui permet de crédibiliser le mouvement citoyen. Il a assuré l'OCADES de la disponibilité du MATDS pour l'accompagner dans la mise en œuvre de ses activités sur le terrain.

Conférence Episcopale Burkina Niger

Commission Episcopale de Pastorale Sociale

OCADES Caritas Burkina

Secrétariat Général
01 **BP** 1195
Ouagadougou 01
Tél: +226 25 37 00 34
Fax: +226 25 38 83 61
Email: ocades-bf@fasonet.bf
sen@ocadesburkina.org

Réaliser un monde juste et solidaire!

Retrouvez-nous sur:
www.ocadesburkina.org

et sur

www.facebook.com/Ocades-Caritas-Burkina